

**MAIRIE D'AGDE**

**OBJET :**

**ALIGNEMENT INDIVIDUEL**

**DELIMITATION DU DOMAINE  
PUBLIC ROUTIER COMMUNAL**

**PARCELLE CADASTREE  
SECTION IP 13**

Direction voirie et réseaux  
MS/BT/LG

**ARRÊTÉ  
N° A\_AP\_2025\_0011**

LE Maire de la Ville d'AGDE,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2211-1, L.2212-1, L.2212-2 et L.2214-3,

**VU** le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L.112-1 et suivants,

**VU** l'arrêté municipal n°A\_AP\_2024\_0191 du 10 juillet 2024 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Rémy GLOMOT, Conseiller Municipal délégué à l'urbanisme, aux plages et à la transition énergétique,

**Considérant** l'absence de plan général d'alignement,

**Considérant** la demande du 08/01/2025 du Cabinet d'Études d'Aménagement et d'Urbanisme Bureau d'Études VRD, agissant en qualité d'Ingénieurs Géomètres Experts associés, demeurant 13 bis Avenue du Général De Gaulle – BP 30045 à Agde (34302 Cedex), intervenant pour le compte de la SARL Le CAP AGATHOIS, sollicitant l'alignement de la voie publique au droit de la parcelle cadastrée section IP n°0013,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

L'alignement de la rue des Entrepreneurs au droit de la parcelle cadastrée section IP numéro 0013 est défini par le trait rouge tel que représenté sur le plan par les points A, B et C tel que matérialisé sur le plan annexé au présent arrêté.

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté est un acte déclaratif, non créateur de droit, qui constate les limites de fait de la voie publique. Il est sans effet sur le droit de propriété des riverains.

**ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté ne dispense pas de demander les diverses autorisations administratives (permis de construire, déclaration préalable...), prévues par le code l'urbanisme dans le cadre de travaux.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté reste valable tant que les circonstances de droit ou de fait sur lesquelles il est fondé n'ont pas été modifiées.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 6 :**

Le Directeur Général des Services et le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui est transcrit au registre des arrêtés de Monsieur le Maire.

Fait à Agde,

**Le conseiller municipal délégué,**

**Rémy GLOMOT**

Signé électroniquement par: Rémy GLOMOT

Date de signature : 28/01/2025

Qualité : Conseiller municipal délégué à l'urbanisme,  
aux plages et à la transition énergétique

Notifié le :

Affiché le :

Publié le :

29/01/2025